

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Périgny, le 23/04/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

publié sur 
WARTSILA FRANCE SAS
La Combe
17700 Surgères

Références : 0007204407/CH-M/2026/271

Code AIOT : 0007204407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement WARTSILA FRANCE SAS implanté La Combe 17700 Surgères.

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WARTSILA FRANCE SAS
- La Combe 17700 Surgères
- Code AIOT : 0007204407
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Les ateliers Wärtsilä Services, dédiés à la maintenance et la requalification de moteurs et de sous-ensembles, peuvent assurer entièrement ou partiellement la maintenance de systèmes.

Le site de Surgères dispose d'un atelier de 8000 m² dédié à la requalification complète de moteurs, essais compris, et à la requalification de sous-ensembles. Il emploie environ 130 personnes.

L'atelier comporte une ligne pour la maintenance des moteurs de chars Leclerc et une ligne pour la maintenance des moteurs des groupes de secours des centrales nucléaires.

Contexte de l'inspection : Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection : AR - 3 | REACH

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :


Au jour de l'inspection, les constats ne font pas apparaître de non-conformité dans la gestion globale des produits chimiques sur le site.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	
Thème(s) : Produits chimiques Mise à disposition des FDS	
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.	
Constats : L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur le site est centralisé dans la base de données QUICK FDS, laquelle est alimentée par les fournisseurs. Les utilisateurs disposent ainsi d'un accès aux FDS des produits utilisés sur le site. Par sondage, les FDS consultées étaient à jour. L'exploitant a mis en place une procédure permettant de s'assurer de la mise à disposition des FDS lorsqu'un nouveau produit chimique entre sur le site. Elles sont disponibles sur tous les postes de travail de l'usine.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans Objet	

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	
Thème(s) :	Produits chimiques Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;	
Constats : L'inspection a choisi au hasard 3 produits chimiques : une peinture (B200 Rouge), un dégrissant (Protec NF) et un détergent (Renoclean). Les FDS correspondantes sont disponibles dans la base de données QUICK FDS. Elles sont rédigées en français et ont été mises à jour respectivement en 2023, 2024 et en 2023. Chaque agent dispose de ses propres équipements de protection individuelle (EPI). Des EPI sont également disponibles à proximité des zones de stockage et d'utilisation si nécessaire. Par ailleurs, les consignes en cas d'accident mentionnées dans les FDS, notamment le lavage immédiat et abondant à l'eau, peuvent être mises en œuvre rapidement par les intervenants grâce à la présence d'un robinet et de kit de rinçage des yeux. Les extincteurs présents à proximité des lieux d'utilisation et de stockage sont compatibles avec les produits sus-mentionnés.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites : Sans Objet	

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	
Thème(s) : Risques chroniques Rétention	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.	
<p>Constats :</p> <p>Pour les produits examinés, l'inspection a pu vérifier le stockage sur rétention conforme tant dans les zones de mises en œuvre qu'au niveau des stockages.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans Objet	

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
Thème(s) :	Risques chroniques Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	
Constats : Dans les zones de stockage et au jour de l'inspection, chaque type de produit possédait sa propre rétention. Il en était de même dans les différentes zones de mises en œuvre des produits que l'inspection a contrôlé par sondage. Les consignes de sécurité et les grilles d'incompatibilité sont affichées.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites : Sans Objet	

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
Thème(s) :	Risques accidentels Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.	
Constats : L'exploitant était en mesure au jour de l'inspection de fournir un état des stocks des matières stockées, conforme aux attentes de la réglementation.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites : Sans Objet	